



Assemblée générale
Documents officiels

Distr. générale
21 septembre 2007
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme

Quatrième session

Compte rendu analytique de la 31^e séance

Tenue au Palais des Nations, Genève, le vendredi, 20 mars 2007, à 10 heures

Président : M. de Alba (Mexique)

Sommaire

Mise en application de la résolution 60/251 de l'Assemblée générale
du 15 mars 2006 intitulée « Conseil des droits de l'homme »

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

La séance est ouverte à 10 h 15.

Mise en application de la résolution 60/251 de l'Assemblée générale du 15 mars 2006 intitulée « Conseil des droits de l'homme » (point 2 de l'ordre du jour) (suite) (A/HRC/2/L.14 et 18; A/HRC/4/L.7/Rev.2, 12, 14, 15, 16, 17 et 25)

1. **Le Président** invite le Conseil à prendre une décision sur les divers projets présentés pendant la session.

Projet de décision « Droits de l'homme et mesures coercitives unilatérales. (A/HCR/2/L.14)

2. **Mme Herrera Caseiro** (Cuba), introduisant le projet de décision au nom du Mouvement des pays non alignés, dit que le texte a été présenté à l'origine à la deuxième session. Des textes analogues ont été adoptés par la Commission des droits de l'homme et l'Assemblée générale. L'orateur attire l'attention sur les modifications rédactionnelles qui mettent à jour le projet de décision, dont elle espère qu'il pourra compter sur les voix de tout ceux qui sont attachés aux droits de l'homme.

3. **Le Président** dit que le projet de décision n'a aucune incidence sur le budget programme.

4. À la demande du représentant de l'Allemagne, il est procédé à un vote enregistré sur le projet de décision A/HRC/2/L.14 tel que modifié oralement.

Votent en faveur :

Afrique du Sud, Algérie, Arabie Saoudite, Argentine, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Brésil, Cameroun, Chine, Cuba, Djibouti, Équateur, Fédération de Russie, Gabon, Ghana, Guatemala, Inde, Indonésie, Jordanie, Malaisie, Mali, Maroc, Maurice, Mexique, Pakistan, Pérou, Philippines, Sénégal, Sri Lanka, l'Uruguay, Zambie.

Votent contre :

Allemagne, Canada, Finlande, France, Japon, Pays-Bas, Pologne, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suisse, Ukraine.

S'abstient :

République de Corée

5. *Le projet de décision A/HRC/2/L.14, tel que modifié oralement, est adopté par 32 voix contre 12, et une abstention*.*

Projet de résolution sur le droit au développement (A/HRC/4/L.14)

6. **Mme Herrera Caseiro** (Cuba), introduisant le projet de résolution au nom du Mouvement des pays non alignés, appelle l'attention sur deux modifications apportées au texte, qui a été publié à l'origine sous la cote A/HRC/2/L.15. Au paragraphe 2 a), il faut supprimer les mots : « consacrés dans les instruments de base relatifs aux droits de l'homme ». Le paragraphe 3 doit être ainsi rédigé : « *Décide également* d'examiner les progrès accomplis dans l'application de la présente résolution à titre prioritaire lors de ses futures sessions ». Le projet de résolution est le résultat de négociations qui pourraient aboutir à une convention obligatoire sur la mise en oeuvre du droit au développement, qui représente un droit fondamental inaliénable.

7. *Le projet de résolution A/HRC/4/L.14, tel que modifié oralement, est adopté.*

8. **Mme Siefker-Eberle** (Allemagne), parlant au nom de l'Union européenne, dit que celle-ci est attachée au droit au développement et souhaite que les travaux du Groupe de travail sur le droit au développement et de l'Équipe de haut niveau sur la mise en œuvre du droit au développement aboutissent à des résultats tangibles adoptés par consensus. Elle se féliciterait de l'élaboration de lignes directrices, mais pas nécessairement dans l'idée que cela conduirait à un instrument juridique international obligatoire. En revanche, la récente publication par l'Équipe des critères gouvernant l'évaluation périodique des partenariats mondiaux s'est soldée par un résultat tangible. Par conséquent, l'Union européenne encourage le Groupe de travail et l'Équipe à étudier d'autres moyens de mettre en oeuvre le droit au développement. L'introduction d'une norme obligatoire aboutirait à un débat politisé, alors que la mise en œuvre du droit au développement exige une coopération internationale et la transparence, et c'est

* Par la suite, les délégations du Nigeria et de la Tunisie ont informé le Conseil qu'elles entendaient voter en faveur du projet de décision.

dans cet esprit que l'Union européenne s'est ralliée au consensus sur le projet de résolution.

9. **Mme Stuewer** (Canada) dit qu'il n'est pas opportun que le Groupe de travail et l'Équipe examinent l'élaboration d'un instrument obligatoire sur la mise en oeuvre du droit au développement. Par conséquent, sa délégation considérera que l'alinéa 2 (d) du projet de résolution signifie qu'une norme obligatoire n'est que l'une des options à être examinées parmi d'autres. Sa délégation soutient l'accent mis par le Groupe de travail et l'Équipe sur les moyens pratiques de rendre le droit au développement opérationnel en élaborant des critères pour l'évaluation périodique des partenariats mondiaux sur une base volontaire.

Projet de décision sur le renforcement de la coopération internationale dans le domaine des droits de l'homme (A/HRC/2/L.18)

10. **Mme Herrera Caseiro** (Cuba), introduisant le projet de décision au nom du Mouvement des pays non alignés, attire l'attention sur une série de révisions à apporter au texte qui, à l'origine, a été présenté à la deuxième session. Il faut ajouter les mots « et la résolution 61/168 de l'Assemblée générale » au chapeau, et à l'alinéa (a), il faut supprimer les mots « en vue d'assurer le respect des principes d'universalité, d'objectivité et de non-sélectivité ». À la fin de l'alinéa (b), il faut ajouter les mots « avant la fin de 2007 ». L'orateur espère que comme ses prédécesseurs à la Commission des droits de l'homme, le projet de décision sera adopté sans vote.

11. *Le projet de décision A/HRC/2/L. 18, tel que modifié oralement, est adopté.*

Projet de résolution sur la mondialisation et ses effets sur la pleine jouissance des droits de l'homme (A/HRC/4/L.16)

12. **M. LA Yifan** (Chine) introduisant le projet de résolution au nom du groupe d'États ayant la même optique et de l'Afrique du Sud, dit que les avantages de la mondialisation sont loin d'être répartis également : le fossé entre les riches et les pauvres est en train de se creuser. Par conséquent, le projet de résolution met en relief les difficultés spéciales rencontrées par les pays en développement en relevant les défis posés par la mondialisation et souligne que le développement doit se trouver au centre de l'action économique

internationale. Le texte, publié à l'origine à la deuxième session sous la cote A/HRC/2/L.23, a fait l'objet de deux séries de consultations officielles, et l'orateur espère que les délégations feront preuve de bonne volonté et l'adopteront à une large majorité.

13. **Le Président** dit que le projet de résolution n'a aucune incidence sur le budget programme.

14. **Mme Siefker-Eberle** (Allemagne), parlant au nom de l'Union européenne, dit que la mondialisation peut bien avoir des effets négatifs sur la jouissance et droits de l'homme, mais peut également ouvrir de nouvelles possibilités pour la jouissance de ces droits dans le monde entier en rapprochant les pays et les peuples. Comme ses prédécesseurs, le projet de résolution insiste sur les aspects négatifs de la mondialisation en donnant l'impression qu'il a des conséquences négatives pour la jouissance de l'ensemble des droits de l'homme. Le texte manque donc d'équilibre et d'exactitude. L'orateur reconnaît que l'auteur principal s'est efforcé de donner l'occasion d'un échange de vues, mais regrette que le Groupe d'États ayant la même optique n'ait pas été prêt à tenir dûment compte des aspects positifs de la mondialisation. Elle demande la mise aux voix du projet de résolution.

15. *À la demande de la représentante de l'Allemagne, il est procédé à un vote enregistré sur le projet de résolution A/HRC/4/L.16.*

Votent en faveur :

Afrique du Sud, Algérie, Argentine, Arabie Saoudite, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Brésil, Cameroun, Chine, Cuba, Djibouti, Équateur, Fédération de Russie, Gabon, Ghana, Guatemala, Inde, Indonésie, Jordanie, Malaisie, Mali, Maroc, Maurice, Mexique, Nigeria, Pakistan, Pérou, Philippines, Sénégal, Sri Lanka, Tunisie, l'Uruguay, Zambie.

Votent contre :

Allemagne, Canada, Finlande, France, Japon, Pays-Bas, Pologne, République de Corée, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suisse, Ukraine.

16. *Le projet de résolution A/HRC/4/L.16 est adopté par 34 voix contre 13.*

17. **M. Miyagawa** (Japon) dit que les effets de la mondialisation sur la jouissance des droits de l'homme

méritent d'être examinés plus avant. Toutefois, le projet de résolution qui vient d'être adopté met l'accent sur les questions économiques et les questions relatives au développement plutôt que sur les droits de l'homme, ce qui rend son examen au Conseil inopportun. Bien que sa délégation ait voté contre le projet de résolution, elle apprécie les efforts déployés par la délégation chinoise en faveur de la création d'un moyen d'échanger des vues sur la mondialisation et espère pouvoir collaborer avec les auteurs en vue de l'élaboration d'un texte adopté par consensus à l'avenir.

Projet de résolution sur le renforcement du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (A/HRC/4/L. 15)

18. **M. LA Yifan** (Chine) introduisant le projet de résolution au nom du groupe d'États ayant la même optique et l'Afrique du Sud, dit que le projet de résolution s'inscrit dans la tradition des résolutions qui, par le passé, jouissaient d'un large appui au sein de la Commission des droits de l'homme, mais qu'il contient quelques nouveaux éléments en demandant à la Haut-Commissaire de fournir aux États des informations financières budgétaires suffisantes et de prendre des mesures complémentaires pour assurer l'application des recommandations du Corps commun d'inspection en vue d'améliorer l'équilibre géographique dans la composition du personnel du Haut-Commissariat à tous les niveaux.

19. La délégation chinoise propose l'addition d'un nouvel alinéa, à insérer après le onzième alinéa du préambule et ainsi rédigé : « Se félicitant de la décision du Secrétaire général de l'ONU dans sa note intitulée « Suite donnée à l'étude de la gestion du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme » de soumettre le rapport du Corps commun d'inspection sur l'étude de la gestion du Haut Commissariat (JIU/REP/2006/3, reproduit dans le document A/61/115), au Conseil des droits de l'homme ».

20. Le Président dit que le projet de résolution n'a aucune incidence sur le budget programme.

21. **Mme Siefker-Eberle** (Allemagne), parlant au nom de l'Union européenne, dit que le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme joue un rôle vital dans la promotion et la protection des droits de l'homme, et son indépendance

est essentielle pour la préservation et le renforcement de ce rôle. Comme la Cinquième Commission de l'Assemblée générale est chargée des questions administratives et budgétaires, elle est l'organe compétent pour examiner ces questions particulières. Par conséquent certains éléments du projet de résolution relèvent plutôt de la compétence de la Cinquième Commission.

22. **L'Union européenne** se félicite à la fois de l'interaction entre les États et la Haut-commissaire à la session du Conseil et des consultations franches et constructives organisées sur le texte du projet de résolution. Néanmoins, ce texte, tel que modifié oralement, dépasse les compromis réalisés au cours de ces consultations. Les États membres de l'Union européenne qui sont également membres du Conseil demandent par conséquent que le projet de résolution soit mis aux voix. Ils s'abstiendront lors du vote tout en espérant qu'à l'avenir, le processus de consultation aboutira à un texte acceptable pour tous.

23. **Mme Blitt** (Canada) dit que malgré les efforts sincères déployés par bon nombre de membres du Conseil au cours des consultations sur le projet de résolution, la rigidité manifestée par d'autres membres entrave les progrès sur les questions de fond et de procédure soulevées par le texte. Le Canada se félicite que le projet de résolution tienne compte de la demande formulée par l'Assemblée générale dans sa résolution 61/244 que le Secrétaire général présente à l'Assemblée générale, en consultation avec le Haut-Commissariat, des propositions destinées à corriger les déséquilibres dans la répartition géographique du personnel de ce dernier. Toutefois, le projet de résolution continue de soulever bien des préoccupations. Les questions administratives budgétaires, y compris la question de la représentation géographique, doivent être examinées par organe habilité à cet effet et qui dispose des compétences requises, à savoir la Cinquième Commission de l'Assemblée générale.

24. S'agissant du paragraphe 7, l'orateur dit que le Conseil des droits de l'homme n'est pas habilité à préciser les sources de financement : cette responsabilité incombe à la Cinquième Commission. De même, bien que le but du paragraphe 14 soit digne d'éloges, le projet de résolution n'est pas le moyen approprié d'indiquer comment les ressources additionnelles du budget ordinaire seraient dépensées. Le projet de résolution fait double emploi avec des

efforts déployés ailleurs sur ces questions. Le Haut-Commissariat a été créé par l'Assemblée générale, et la Haut-commissaire fait rapport directement au Secrétaire général, fait qui n'est pas reflété dans plusieurs dispositions du texte. Il n'appartient pas au Conseil de gérer le détail du Haut-Commissariat, et la limitation de l'indépendance du Haut-Commissariat par le Conseil ne répondrait pas aux meilleurs intérêts de la promotion et de la protection des droits de l'homme. Pour toutes ces raisons, la délégation de l'orateur s'abstiendra.

25. **M. Moulichki** (Maroc) dit que sa délégation était sur le point de s'associer aux auteurs du projet de résolution, mais la révision orale apportée au texte très tardivement suscite certaines inquiétudes. Le rapport du Corps commun d'inspection (JIU/REP/2006/3) a été présenté au Conseil à sa deuxième session ; sa délégation s'interroge donc que sur l'objet de la révision proposée. Outre son contenu, sur laquelle sa délégation a besoin de plusieurs éclaircissements, sa présentation tardive a créé des remous, car les délégations ont besoin d'un peu de temps pour examiner les textes et les révisions proposées. La situation est intolérable et ne doit pas être répétée.

26. **M. LA Yifan** (Chine), parlant sur une motion d'ordre, voulait savoir si le vote demandé porte uniquement sur l'amendement ou sur le texte du projet de résolution dans son ensemble.

27. **Mme Siefker-Eberle** (Allemagne), parlant au nom de l'Union européenne, dit qu'elle a demandé un vote sur l'ensemble du texte du projet de résolution tel que révisé.

28. *À la demande de la représentante de l'Allemagne, il est procédé à un vote enregistré sur le projet de résolution A/HRC/4/L.15, tel que révisé oralement.*

Votent en faveur :

Afrique du Sud, Algérie, Arabie Saoudite, Argentine, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Brésil, Cameroun, Chine, Cuba, Djibouti, Équateur, Fédération de Russie, Gabon, Ghana, Inde, Indonésie, Japon, Jordanie, Malaisie, Mali, Maroc, Maurice, Nigeria, Pakistan, Pérou, Philippines, République de Corée, Sénégal, Sri Lanka, Tunisie, Uruguay, Zambie.

S'abstiennent :

Allemagne, Canada, Finlande, France, Guatemala, Pays-Bas, Pologne, Roumanie,

République tchèque, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suisse, Ukraine.

29. *Le projet de résolution A/HRC/4/L.15, tel que modifié oralement, est adopté par 35 voix, et 12 abstentions.*

30. **M. Miyagawa** (Japon) dit que sa délégation est tout à fait consciente de la nécessité qu'il y a à renforcer le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, et elle a voté en faveur du projet de résolution. Néanmoins, les ressources nécessaires pour la promotion et la protection du droit au développement, visées au paragraphe 9 du texte, ont déjà été affectées. Par conséquent, le texte aurait été plus exact si les mots « continuer à » avaient été insérés avant « affecter ».

31. De l'avis de la délégation japonaise, la demande mentionnée au paragraphe 17 du projet de résolution est celle figurant au paragraphe 2 de la section XVII de la résolution 61/244 de l'Assemblée générale. Le Japon regrette que les révisions de dernière minute apportées au texte aient empêché l'adoption du projet de résolution par consensus.

32. **M. Loulichki** (Maroc) dit que compte tenu de son contenu, le projet de résolution aurait mérité d'être adopté par consensus. Toutefois, en l'absence de toute explication des raisons qui ont motivé les révisions orales, il souhaite préciser que s'il y avait eu un vote séparé sur les révisions orales, sa délégation se serait abstenue, puisque les incidences du nouveau paragraphe ne sont pas entièrement claires.

Projet de résolution sur la rectification du statut juridique du Comité des droits économiques, sociaux et culturels (A/HRC/4/L.17)

33. **M. Montwedi** (Afrique du Sud), introduisant le projet de résolution, dit que si le projet est adopté, il déclenchera un processus destiné à rectifier le statut juridique du Comité des droits économiques, sociaux et culturels, le but consistant à le mettre sur un pied d'égalité avec les autres organes chargés de suivre l'application de traités. À cette fin, les auteurs ont jugé qu'il serait prudent d'entendre tout d'abord les vues, propositions et recommandations du Comité lui-même. Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme est invité à obtenir les vues des États et des autres parties prenantes, y compris le Bureau des affaires juridiques. Ce processus est tout à fait différent des autres initiatives du Haut-Commissariat en matière de

réforme des organes créés par traité. Les auteurs demandent au Haut-Commissariat de souligner ce fait en recueillant les vues de toutes les parties intéressées et en préparant son rapport.

34. Plusieurs délégations ont demandé s'il était nécessaire de réparer une chose qui n'était pas cassée. Bien que l'efficacité du Comité des droits économiques, sociaux et culturels et la répartition géographique de ses membres soient uniques, il demeure important que le Comité jouisse du même statut que tous les autres organes créés par traité. L'initiative proposée représente un complément à l'élaboration d'un protocole facultatif global au Pacte internationale relatif aux droits économiques, sociaux et culturels actuellement en cours, et la délégation de l'orateur souhaite exprimer formellement sa vive appréciation à la délégation portugaise qui a dirigé ce processus.

35. Une fois qu'il aura reçue tous les rapports demandés dans le projet de décision, le Conseil ouvrira un dialogue en vue de déterminer les mesures futures à prendre pour rectifier le statut juridique du Comité. L'Afrique du Sud a choisi le titre du projet de résolution principalement parce qu'elle pense que le déséquilibre historique dans le traitement des deux pactes doit être corrigé.

36. L'orateur annonce que la France, la République islamique d'Iran, le Sénégal et la Tunisie se sont joints aux auteurs du projet de résolution.

37. *Le projet de résolution A/HRC/4/L.17 est adopté.*

Projet de résolution sur la suite donnée à la décision S-4/101 du 13 décembre 2006 adoptée par le Conseil des droits de l'homme à sa quatrième session extraordinaire et intitulée « Situation des droits de l'homme au Darfour » (A/HRC/4/L.7/Rev.2)

38. **M. Steiner** (Allemagne), introduisant le projet de résolution, dit que le texte sur la suite donnée à la décision S-4/101 est important pour la crédibilité du Conseil et encore plus important pour la protection des droits de l'homme de la population de Darfour. Étant donné la gravité des violations des droits de l'homme commises à Darfour, il est essentiel de concentrer l'attention sur une amélioration tangible de la situation sur le terrain. En adoptant le projet de résolution, le Conseil conférerait à une série de procédures spéciales dirigées par la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme au Soudan une grande responsabilité

en ce qui concerne la mise en œuvre des nombreuses recommandations concernant les droits de l'homme à Darfour.

39. Le projet de résolution est le résultat d'une coopération fructueuse entre le groupe des États africains et l'Union européenne. Son adoption prouvera que le Conseil ne ferme pas les yeux sur les souffrances de la population de Darfour.

40. **M. Jazaïry** (Algérie), parlant au nom du groupe des États africains, dit que le groupe des États arabes s'est associé aux auteurs du projet de résolution. Les auteurs sont unis par leur souci de protéger les victimes de la grave situation des droits de l'homme à Darfour et souhaitent que le Conseil règle la crise grâce au dialogue et à la coopération. Le projet de résolution reflète un consensus sur une question très complexe. Étant un texte de compromis, il ne satisfait personne complètement, mais aidera à améliorer le sort des victimes dans la région. Il n'est pas nécessaire de répéter les nombreuses résolutions, décisions et recommandations adoptées par les divers organismes des droits de l'homme des Nations unies en la matière, mais il est vital de promouvoir leur application et de répondre aux besoins du Soudan.

41. La stratégie d'application et les mécanismes de surveillance seront mises au point par un groupe de titulaires de mandats thématiques présidé par la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme au Soudan, travaillant en consultation étroite avec le Président du Comité pour le dialogue et la consultation Darfour-Darfour, qui est censé se réunir au moins deux fois par an avec le groupe de rapporteurs spéciaux à Genève avant la prochaine session du Conseil.

42. Nonobstant les problèmes rencontrés entre la session extraordinaire du Conseil consacrée à Darfour et la session actuelle, il faut prendre en considération l'expression de bonne volonté du Gouvernement soudanais, qui a appuyé la tenue de la session extraordinaire, la décision qu'il a adoptée à l'issue de ses travaux et le projet de résolution en cours d'examen. Si ce dernier est adopté par consensus, il renforcera l'autorité morale du Conseil et rétablira la confiance de ses membres au moment même où l'on est en train d'achever la structure institutionnelle du Conseil. Il faut espérer que le Conseil, en appliquant les valeurs qu'il proclame, pourra devenir la conscience du monde plutôt qu'un champ de bataille

où les intérêts nationaux sont poursuivis agressivement.

43. Le Président dit que le consensus réalisé sur le projet de résolution fait bien augurer des travaux futurs du Conseil.

44. **M. Ward** (Haut-Commissariat aux droits de l'homme) dit que l'adoption du projet de résolution aura des incidences sur le budget programme sous forme de dépenses additionnelles au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences), au chapitre 23 (Droits de l'homme) et au chapitre 28E (Administration, Genève) du budget programme pour l'exercice biennal 2006-2007 qui s'élèvent à 360,300 dollars. Le Secrétariat a cherché à identifier les possibilités de redéploiement de ressources pour répondre à ces besoins, et pense qu'il sera possible de le faire dans le cadre des crédits déjà ouverts dans le budget programme actuel.

45. **M. Mohamed Kheir** (Observateur du Soudan) dit que son Gouvernement a montré une fois de plus qu'il était disposé à collaborer avec le Conseil et qu'il respectait l'esprit de dialogue constructif manifesté par des membres du Conseil. Il a fait preuve de courage en appuyant la tenue de la session extraordinaire sur la situation des droits de l'homme à Darfour et en se félicitant de la Mission de haut niveau. Le Gouvernement a délivré des visas à tous ses membres sauf un, sous réserve d'une rencontre entre le Ministre des affaires étrangères du Soudan et le Président du Conseil. Toutefois, le chef de la Mission a refusé de donner suite à la demande du Gouvernement tendant à reporter de 48 heures son voyage à Addis Abbeba et a conduit la Mission à une destination autre que celle prévue dans son mandat. Le Gouvernement soudanais a publié le 5 mars 2007 une note verbale expliquant sa position sur la question (A/HRC/4/G/12) ; malheureusement, le Secrétariat l'a distribuée seulement deux jours plus tôt. Il est également regrettable que la coopération sincère du Gouvernement avec le Conseil ait été utilisée contre lui par certains pays qui se sont alignés avec ceux qui rejettent obstinément toute coopération avec le Conseil, démontrant ainsi l'existence de deux poids, deux mesures.

46. Le Gouvernement soudanais démontrera qu'il est attaché sincèrement à la coopération, à la transparence et à un dialogue constructif. Il souhaite assurer le

Conseil que les droits de l'homme proclamés dans la Constitution de 1998, l'accord de paix global pour le Soudan du Sud et l'accord de paix de Darfour de 2006 sont observés. La délégation soudanaise entend distribuer aux membres du Conseil des exemplaires du communiqué conjoint qui vient d'être publié par le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général et Coordonnateur humanitaire pour le Soudan et le Ministre des affaires étrangères par intérim du Soudan.

47. *Le projet de résolution A/HRC/4/L.17/Rev.2 est adopté.*

48. **M. Fernandez Palacios** (Cuba) dit que la situation à Darfour est complexe et délicate ; ses causes profondes résident, entre autres, dans le passé colonial de la région et dans la pauvreté structurelle engendrée par des siècles d'exploitation. Pour répondre à la volonté de coopération déclarée par le Gouvernement, il est essentiel de rechercher des formules qui permettent à la fois d'encourager un dialogue constructif et de répondre aux besoins des personnes touchées par la situation à Darfour. Comme il faut également une stratégie de développement et de coopération à long terme, l'orateur regrette qu'aucune suite n'ait été donnée la proposition tendant à inclure le Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation dans le groupe créé par le projet de résolution. Toutefois, il s'agit désormais de concentrer l'attention sur le renforcement de la capacité du Conseil à associer toutes les parties à la mise en oeuvre des mandats convenus. Cela représente la clé du succès et une alternative efficace à la pratique des dénonciations et des stigmatisations qui a discrédité la Commission des droits de l'homme.

49. **M. Shen Yongxiang** (Chine) dit que la Chine s'inquiète vivement des violations flagrantes des droits de l'homme commises à Darfour et a donc appuyé la tenue de la session extraordinaire du Conseil sur la situation ainsi que l'établissement d'une Mission de haut niveau. Toutefois, alors que sa délégation s'est associée au consensus sur le projet de résolution A/HRC/4L.7/Rev.2, elle souhaite attirer l'attention sur certaines insuffisances présentes dans le texte. Au cours de la discussion sur la Mission de haut niveau à un stade antérieur de la session, beaucoup de délégation ont mis en doute sa légitimité, car seulement trois sur les cinq membres s'étaient rendus au Tchad et aucun d'entre eux ne s'était rendu à Darfour. En outre, comme le Conseil n'a pas examiné le rapport de la Mission, il était inopportun d'en prendre note dans le

projet de résolution. Selon la délégation chinoise, les organismes des droits de l'homme des Nations Unies et les autres mécanismes mentionnés au paragraphe 7 n'incluent pas la Mission de haut niveau, et les résolutions et recommandations dont il faut encourager la mise en œuvre n'incluent pas celles qui figurent dans le rapport de la Mission.

50. L'orateur engage le Gouvernement soudanais à coopérer avec le Conseil et à prendre des mesures vigoureuses pour améliorer la situation des droits de l'homme à Darfour et rétablir la paix et la stabilité.

51. **M. Loschinin** (Fédération de Russie) se félicite de l'accord intervenu entre le groupe des États africains et l'Union européenne sur un texte traitant de la situation des droits de l'homme à Darfour qui est acceptable pour tous les membres du Conseil. Il note également avec satisfaction que les représentants du Soudan ont participé à ce processus et exprime l'espoir que la résolution sera appliquée en coopération étroite avec le Gouvernement soudanais.

52. Bien que la Fédération de Russie se soit associée au consensus sur le projet de résolution A/HRC/4/L.7/Rev.2, elle continue de penser que le statut de la Mission de haut niveau est douteux étant donné les contradictions qui ont entravé ses travaux à tous les stades. Ce qui plus est, il existait déjà une Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme au Soudan dotée d'un mandat global. Le Conseil aurait dû renforcer ce mécanisme en vue de renforcer sa coopération avec le Gouvernement soudanais au lieu de créer un groupe de procédures spéciales. La Fédération de Russie ne considère pas que la création d'un tel groupe crée un précédent pour les travaux du Conseil.

53. **M. Fukisaki** (Japon) félicite toutes les parties qui ont participé à l'élaboration d'un consensus. Le Japon continuera de suivre de près la situation des droits de l'homme à Darfour. Sa délégation aurait apprécié d'être informée plus tôt des incidences du projet de résolution sur le budget programme et espère que les activités du Conseil seront plus efficaces à l'avenir.

54. Le Président invite les membres du Conseil à faire des observations générales sur le projet de résolution qui vient d'être adopté.

55. **M. Godet** (Suisse) dit que durant la session extraordinaire sur la situation des droits de l'homme à Darfour, la Suisse s'était employée avec d'autres pays

à promouvoir une culture de dialogue afin que le Conseil puisse parvenir à un consensus quand il fallait prendre des mesures urgentes face à des violations des droits de l'homme. L'adoption du projet de résolution A/HRC/4/L.7/Rev.2 par consensus montre qu'une telle culture existe. Le groupe des procédures spéciales doit désormais assurer l'application effective des diverses recommandations formulées par le Conseil lui-même et par les autres organismes des Nations Unies chargés des droits de l'homme. La Suisse engage le Gouvernement soudanais à collaborer pleinement avec le groupe.

56. **M. Chang Dong-hee** (République de Corée) dit que l'adoption du projet de résolution par consensus a manifesté un esprit de coopération renouvelé au sein du Conseil et fait date dans sa brève histoire. Au lieu de s'enliser dans une controverse technique, le Conseil a fait un pas positif vers le rétablissement de la situation des droits de l'homme à Darfour. Le groupe de procédures spéciales doit être convoqué et commencer à travailler le plus tôt possible afin d'améliorer la vie de la population à Darfour. L'orateur demande instamment au Gouvernement soudanais de collaborer pleinement avec le groupe et de répondre positivement à toutes les mesures de suivi prises par le Conseil.

57. **M. Ripert** (France) dit que le projet de résolution que le Conseil vient d'adopter lui permettra d'assurer l'application effective de toutes les résolutions et recommandations pertinentes des Nations Unies concernant la situation des droits de l'homme à Darfour. Il invite toutes les parties au conflit au Darfour à mettre un terme à tous les actes de violence contre la population civile. Dans ses activités de suivi, le Conseil se basera sur les procédures spéciales éprouvées, qui ont démontré le rôle indispensable qu'elles peuvent jouer sur le terrain.

58. L'orateur réitère l'appel que son Gouvernement a adressé aux autorités soudanaises tendant à ce qu'elles permettent le déploiement immédiat d'une force internationale selon l'approche en trois phases proposée par le Secrétaire général afin de répondre aux besoins de sécurité de la population à Darfour et d'arrêter la détérioration de la situation humanitaire. La France invite également les autorités soudanaises à collaborer avec la Cour pénale internationale en vue de mettre fin à l'impunité des auteurs des violations des droits de l'homme les plus graves.

59. Le Conseil vient de montrer qu'il était à même de collaborer dans un esprit de dialogue et de compréhension sur une question particulièrement difficile. L'orateur espère que la leçon ainsi apprise ne sera pas oubliée.

Projet de résolution sur la lutte contre la diffamation des religions (A/HRC/4/L.12)

60. **Mme Janjua** (Pakistan), introduisant le projet de résolution au nom de l'Organisation de la Conférence islamique (OCI), dit que le texte repose sur la résolution 2005/3 de la Commission des droits de l'homme et la résolution 61/164 de l'Assemblée générale. Les religions et leurs fidèles souffrent de discrimination, de violences et de diffamation depuis les temps les plus reculés. Malheureusement, l'islam et ses fidèles sont ciblés à l'heure actuelle, comme cela a été reconnu clairement à l'occasion des consultations ouvertes à la participation de tous organisées par l'OCI quelques jours plus tôt. Des manifestations de l'islamophobie ont été documentées à la présente session par trois rapporteurs spéciaux et mentionnées par d'autres. La fondation Runimede aux États-Unis définit ce phénomène comme consistant, entre autres, à envisager l'islam comme inférieur à l'Occident, comme barbare, irrationnel, primitif et sexiste, alors que l'hostilité à l'égard des musulmans est acceptée comme tout à fait normale.

61. La Déclaration de Durban reconnaît que les victimes du racisme et de la discrimination raciale peuvent souffrir de formes multiples de discrimination aggravée basé sur d'autres critères, y compris la religion. Depuis le 11 septembre 2001, des musulmans ont été victimes d'une discrimination systématique en tant que membres d'une communauté religieuse mondiale. Les actes commis par une poignée de personnes qui se déclarent musulmans ont servi de prétexte pour accuser plus d'un milliard de musulmans de terrorisme. L'islam est la seule religion considérée comme synonyme de terrorisme. De plus en plus souvent, des musulmans sont considérés comme un problème de sécurité, tendance qui ne se reflète non seulement dans la loi et les pratiques judiciaires et administratives discriminatoires, mais également dans la validation intellectuelle et idéologique de l'islamophobie. Une telle caractérisation des musulmans relève du racisme et de l'intolérance raciale et constitue donc une violation des droits de l'homme.

62. Le projet de résolution dont Conseil est saisi met l'accent sur l'islam dans le contexte des réalités actuelles. Il a pour but d'obliger la communauté internationale à reconnaître le phénomène de la diffamation des religions, en particulier de l'islam, et de l'impact dévastateur de ce phénomène sur la vie des personnes, et à y faire face, et à promouvoir des relations harmonieuses entre différentes communautés.

63. Les auteurs ont accepté d'apporter une série de modification au projet de résolution. Au sixième alinéa du préambule, le membre de phrase « qui atteste la recrudescence de l'islamophobie » est supprimé. Un nouvel alinéa est inséré immédiatement après cet alinéa ; il est rédigé comme suit : « Se félicitant également du rapport du Rapporteur spécial sur les formes contemporaines du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est liée présenté au Conseil des droits de l'homme à sa quatrième session (A/HRC/4/19), dans lequel il attire l'attention des États Membres sur la gravité de la diffamation de toutes les religions et sur la promotion de la lutte contre ces phénomènes grâce au renforcement du rôle d'un dialogue entre les religions et les cultures, de la compréhension réciproque et de l'action commune destinée à relever les défis fondamentaux posés par le développement, la paix et la protection et promotion des droits de l'homme ». Le membre de phrase « y compris par le biais des institutions et organisations politiques » a été inséré au paragraphe 7, placé entre virgules, après le mot « diffusion ». Enfin, le mot « régulièrement » a été supprimé au paragraphe 12 et les mots « à sa sixième session » ont été ajoutés à la fin de ce paragraphe.

64. L'orateur espère que le projet de résolution sera adopté par consensus.

65. **Le Président** dit que le projet de résolution n'a aucune incidence sur le budget programme.

66. **Mme Stifker-Eberle** (Allemagne) dit que l'Union européenne est fermement attachée à la tolérance, à la non-discrimination et à la liberté d'expression, de pensée, de religion ou de conviction. Elle est également fermement convaincue qu'un dialogue continu peut aider à combler les lacunes existant en matière de perceptions, de notions et d'idées. Il est donc malheureux qu'un dialogue ne puisse pas avoir lieu dans le contexte d'un projet de résolution qui contient bon nombre des éléments qui

ont provoqué des négociations longues et stériles par le passé. Alors que l'Union européenne reconnaît le risque croissant qu'il y a à voir les musulmans stéréotypés à la suite des événements tragiques du 11 septembre 2001, elle a publiquement exprimé sa ferme volonté de combattre ce phénomène et a invité d'autres à faire preuve de la même détermination dans la lutte contre les autres formes d'intolérance religieuse. La discrimination fondée sur la religion ou la conviction ne frappe non seulement les fidèles de l'islam. Comme le Rapporteur spécial sur les formes contemporaines du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est liée l'a noté dans son rapport (A/HRC/4/19), elle prend également la forme de l'antisémitisme, de la christianophobie et de l'hostilité à l'égard des traditions religieuses et spirituelles d'origine asiatique comme l'hindouisme et le bouddhisme, et d'origine africaine comme le voodoo, le candomblé et santería.

67. De l'avis de l'Union européenne, la diffamation et la discrimination sont des notions différentes. La discrimination fondée sur la race, la couleur, le sexe, la langue ou la religion, l'opinion politique ou autre, l'origine nationale sociale, la situation patrimoniale, la naissance ou d'autres conditions est une question concernant les droits de l'homme, comme le montre l'article 3 de la Charte des Nations unies et l'article 2 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. En outre, les instruments relatifs aux droits de l'homme, en particulier le Pacte international relatif aux droits civils et politiques interdisent toute forme d'incitation à la haine religieuse.

68. **L'Union européenne** est persuadée qu'un texte plus large et plus équilibré fondé sur des droits serait un meilleur moyen de traiter les questions qui sous-tendent le projet de résolution. À son avis, la « diffamation des religions » n'est pas une notion valable dans un débat sur les droits de l'homme. Comme le Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction l'a fait observer, son utilisation pourrait être nuisible, car il fallait concentrer l'attention sur les droits et libertés de l'individu.

69. **L'Union européenne** est disposée à ouvrir un dialogue constructif avec l'OCI et d'autres parties intéressées en vue d'améliorer la compréhension mutuelle et de trouver de nouveaux moyens de répondre aux préoccupations de cette organisation. À cette fin, elle continuera à soutenir l'organisation de réunions de haut niveau et de tables rondes sur des

questions religieuses dans le cadre du Conseil. Toutefois, elle ne peut pas accepter le projet de résolution qui vient d'être présenté. Par conséquent, elle demande sa mise aux voix et elle votera contre.

70. **M. Martinez Alvarado** (Guatemala), parlant pour expliquer son vote avant le vote, dit que le Guatemala condamne la diffamation de toute religion dont les principes et pratiques sont compatibles avec les droits de l'homme et libertés fondamentales et défend les principes de tolérance, de non-discrimination et de liberté de religion. Le Rapporteur spécial sur les formes contemporaines du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est liée a évoqué dans son rapport « l'intensification générale » de la diffamation des religions et a mentionné explicitement d'autres religions. Par conséquent, la délégation de l'orateur regrette que le projet de résolution ne soit pas équilibré et mette l'accent sur une seule religion. Bien des fidèles des autres religions ou personnes ayant d'autres convictions dans le monde entier sont victimes de violations des droits de l'homme parce que leur religion ou conviction n'est pas reconnue par l'État dans lequel ils vivent. Par conséquent, le Guatemala votera contre le projet de résolution.

71. **Mme Mahawar** (Inde) exprime sa ferme opposition à la diffamation de toute religion ou l'emploi de stéréotypes à cet égard. Toutefois, le projet de résolution A/RHC/4/L.12 met l'accent sur une seule religion, alors que le problème existe d'une manière ou d'une autre pour toutes les religions. La question de la diffamation des religions relève soit de l'intolérance religieuse ou de l'utilisation abusive de la liberté d'expression pour blesser les sentiments d'autres groupes religieux. Pourtant, le projet de résolution ne prévoit aucun rôle pour le Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction ou le Rapporteur spécial sur la liberté d'opinion et d'expression. Il cherche à tort à traiter du problème complexe de la diffamation en tant que manifestation du racisme. Par conséquent, l'Inde s'abstiendra lors du vote sur le projet de résolution.

72. **M. Meyer** (Canada) exprime l'espoir que le Conseil adoptera une approche à la diversité culturelle, linguistique, ethnique et religieuse fondée sur le consensus et le dialogue, les pratiques optimales et les meilleurs moyens de régler les problèmes. Sa délégation participera volontiers à des tables rondes ou réunions-débats sur ces questions. En outre, le Canada

s'est toujours opposé à toutes les formes d'intolérance religieuse et invite tous les États à respecter la liberté de pensée, de conscience et de religion garantie par l'article 18 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, et la liberté d'expression garantie par l'article 19. Toutefois, ces éléments ne sont pas dûment reflétés dans le projet de résolution ; en outre, le texte met en relief la protection des religions plutôt que la protection des droits des fidèles des religions, y compris les membres des minorités religieuses, et accorde de la priorité à la protection d'une religion particulière. La délégation de l'orateur s'inquiète également du fait que les questions de racisme et d'intolérance religieuse soient mélangées d'une manière qui n'est pas susceptible de faciliter une meilleure compréhension de la relation entre les deux. La question de la discrimination raciale et religieuse doit être abordée dans le cadre de l'observation des obligations existantes, entre autres celles qui découlent du Pacte international et de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Par conséquent, le Canada votera contre le projet de résolution.

73. *À la demande de la représentante de l'Allemagne, il est procédé à un vote enregistré sur le projet de résolution A/HRC/4/L.12, tel que modifié oralement.*

Votent en faveur :

Afrique du Sud, Algérie, Arabie Saoudite, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Cameroun, Chine, Cuba, Djibouti, Fédération de Russie, Gabon, Indonésie, Jordanie, Malaisie, Mali, Maroc, Maurice, Mexique, Pakistan, Philippines, Sénégal, Sri Lanka, Tunisie.

Votent contre :

Allemagne, Canada, Finlande, France, Guatemala, Japon, Pays-Bas, Pologne, République de Corée, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suisse, Ukraine.

S'abstiennent :

Argentine, Brésil, Équateur, Ghana, Inde, Nigeria, Pérou, l'Uruguay, Zambie.

74. *Le projet de résolution A/HRC/4/L.12, tel que révisé, est adopté par 24 voix contre 14, et 9 abstentions.*

75. **M. Florencio** (Brésil) dit que sa délégation s'est abstenue lors du vote car elle a de graves réserves à

l'égard du paragraphe 10. Ce paragraphe fait figurer « le respect des religions et des convictions » parmi les critères qui justifient la restriction de la liberté d'expression, ce qui est incompatible avec les dispositions du paragraphe 3 de l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Malgré les efforts dignes d'éloges déployés par les auteurs pour réviser le texte sur la base des propositions formulées par d'autres délégations, cette inquiétude n'a pas été prise en compte.

76. **M. Garcia** (Philippines) dit que sa délégation a voté en faveur du projet de résolution, car il souligne que le droit à la liberté d'expression doit être exercé de manière responsable et sous réserve des restrictions prévues par la loi nécessaires pour garantir le respect des droits d'autrui. Il espère que l'on prendra également en considération l'importance vitale et le potentiel du dialogue entre religions dans la lutte contre la diffamation des religions et la promotion de la paix et de la compréhension mutuelle.

77. **Mme Berset Kohen** (Suisse) dit que le droit inaliénable à la liberté de religion ne peut être limitée que dans les circonstances exceptionnelles prévues par le droit international. Alors que la Suisse est consciente des difficultés rencontrées par les musulmans, surtout après les attaques du 11 septembre 2001, elle n'a pas été en mesure d'appuyer le projet de résolution. Au lieu de traiter de la diffamation des religions, le projet aurait dû être consacré à la discrimination fondée sur la religion. En outre, plusieurs dispositions du projet sont incompatibles avec le droit international ; le paragraphe 10 en particulier n'est pas clair et pourrait aboutir à des restrictions injustifiées de la liberté d'expression. Sa délégation aurait accueilli favorablement des références à l'article 18 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et au Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction. Nonobstant les réserves qu'elle nourrit à l'égard du projet de résolution, la Suisse est persuadée qu'il faut condamner la discrimination fondée sur la religion et promouvoir la tolérance, la compréhension mutuelle et la coexistence pacifique entre communautés religieuses.

78. **M. Fujisaki** (Japon) dit que le Japon s'oppose fermement à la diffamation de toutes religions et à l'établissement d'un lien entre une religion particulière et la violence ou le terrorisme. Malheureusement, malgré son but digne d'éloges, le projet de résolution traite d'une seule religion. Puisque la proposition de la

délégation japonaise tendant à inclure d'autres religions dans le projet de résolution n'a pas été acceptée, elle n'a pu souscrire au texte tout en le regrettant vivement.

79. **M. Dumont** (Argentine) dit que eu égard à l'importance qu'il y a à condamner toutes les formes d'intolérance religieuse, il est décevant que le projet de résolutions n'ait pas établi un équilibre entre le droit à la liberté d'expression et le droit à la liberté de religion. Sa délégation pense comme d'autres que le paragraphe 10 pose des problèmes et a proposé un texte plus équilibré, qui malheureusement n'a pas été retenu. Tout en reconnaissant que les auteurs se sont efforcés de répondre à certaines préoccupations, la délégation argentine n'a pas été en mesure de soutenir la résolution telle que rédigée et s'est abstenue en conséquence.

80. **M. Chocano Burga** (Pérou) dit que la liberté de religion et la liberté d'expression ne sont pas incompatibles, mais des droits de l'homme fondamentaux et interdépendants. Sa délégation s'est abstenue lors du vote sur le projet de résolution car le texte n'établit pas un équilibre entre ces droits et porte exclusivement sur une seule religion.

81. **M. Chang Dong-hee** (République de Corée) dit qu'il faut des efforts additionnels à tous les niveaux pour combattre la montée de l'intolérance religieuse et raciale. Ces efforts doivent être menés en conformité avec les principes des droits de l'homme, et il faut attacher une importance égale à toutes les religions. Comme le projet de résolution contient des éléments qui pourraient aboutir à une restriction injustifiée du droit à la liberté d'expression et qu'il met l'accent sur une seule religion, la délégation de l'orateur n'a pas pu le soutenir.

82. **Mme Janjua** (Pakistan) remercie au nom des auteurs ceux qui ont appuyé le projet de résolution. Les délégations qui ont voté contre semblent ignorer l'ampleur du problème, ce qui est surprenant alors qu'ils se sont employés à la situation dans leurs propres communautés et que des rapporteurs spéciaux ont signalé de larges violations des droits de l'homme commis contre les musulmans. Le Conseil des droits de l'homme est chargé d'examiner les violations des droits de l'homme et avait donc l'obligation d'agir. Les auteurs du projet de résolution ont fait tout leur possible pour tenir compte des amendements proposés. Les membres de l'Organisation de la Conférence

islamique se féliciteraient si la question était réexaminée par le Conseil à l'avenir, dans l'espoir que leurs préoccupations bénéficient du plus large soutien possible.

Projet de résolution sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction (A/HRC/4/L.13)

83. **Mme Siefker-Eberle** (Allemagne), introduisant le projet de résolution au nombre de l'Union européenne et de plus de 50 coauteurs additionnels, dit que l'intolérance et la discrimination fondée sur la religion ou la conviction constitue une violation des droits de l'homme fondamentaux. La discrimination ne se limite pas à une religion ou conviction spécifique, ou à une région particulière du monde. Depuis l'adoption de la Déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction, l'Assemblée générale et la Commission des droits de l'homme ont adopté régulièrement des résolutions réitérant la détermination de la communauté internationale à éliminer toutes les formes d'intolérance religieuse.

84. Le projet de résolution se réfère à la raison d'être et à la pertinence de cette initiative et souligne que le Conseil doit incorporer la question dans ses travaux. Après consultation avec des délégations intéressées, on a décidé de supprimer au paragraphe 1 les mots « et à ses sessions ultérieures ». Au paragraphe 2, il faut supprimer le mot « régulièrement » et ajouter le membre de phrase « à sa sixième session » après « Conseil des droits de l'homme ».

85. **M. Reyes Rodriguez** (Cuba) dit que malgré de sérieuses réserves à l'égard du contenu du projet de résolution, sa délégation de s'opposera pas à son adoption. Certes, le texte est le fruit de consultations prolongées et les auteurs se sont efforcés de répondre aux préoccupations exprimées par d'autres délégations. Toutefois, en invitant le Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction à faire rapport au Conseil des droits de l'homme à sa sixième session, le projet de résolution préjuge du résultat de l'examen des mandats et anticipe sur le programme de travail du Conseil. À ce jour, on n'a pris aucune décision concernant la continuation du mandat du Rapporteur spécial ou du programme de travail pour les futures sessions du Conseil. Compte tenu de ces considérations, la délégation cubaine souhaite se

dissocier du projet de résolution et ne tiendra aucun compte des recommandations qui y figurent.

86. **M. Martinez Alvarado** (Guatemala), soutenu par MM. Mahawar (Inde), Boichenko (Fédération de Russie) et (LA Yifan), dit que toute référence aux procédures spéciales dans les résolutions adoptées par le Conseil à la session en cours ne doit pas être interprétée comme affectant l'examen actuel de toutes les procédures relatives aux droits de l'homme ou comme préjugant de ses résultats.

87. *Le projet de résolution A/HRC/4/L.13, tel que modifié oralement, est adopté.*

Projet de résolution sur l'incitation à la haine raciale et religieuse et la promotion de l'intolérance (A/CRH/2/L.25)

88. **Mme Janjua** (Pakistan) dit qu'à sa deuxième session, le Conseil a décidé de reporter l'examen du projet de résolution A/HRC/2/L.25 à la session en cours. Toutefois, comme le projet de résolution A/HRC/4/L.12 traite de la plupart des questions visées dans le projet A/HRC/2/L.25, les auteurs au décider de retirer ce dernier.

Interventions dans l'exercice du droit de réponse.

89. **M. Chipaziwa** (Observateur du Zimbabwe), parlant dans l'exercice du droit de réponse, dit qu'il souhaite répondre aux vives critiques exprimées à

l'égard de son pays à l'occasion du débat de la veille. Alors que le Zimbabwe et les pays voisins ont subi des représailles brutales pour avoir soutenu le mouvement de libération dans l'Afrique du Sud de l'apartheid, ni le Royaume-Uni, ni les États-Unis d'Amérique, ni l'Allemagne, ni les Pays-Bas n'ont jamais imposé des sanctions économiques contre le régime d'apartheid. À Pretoria, les citoyens du Japon, les citoyens taïwanais rebelles ainsi que les citoyens de certains pays d'Afrique jouissaient du même statut que les blancs sud-africains. Les séances tenues la veille ont rappelé des mémoires très vives du passé, des délégations surtout blanches se déchaînant contre son pays dans le cadre de ce qui semblait être une session extraordinaire déguisée sur le Zimbabwe.

À leur sommet extraordinaire du 29 mars 2007, les chefs d'État et de gouvernement de la Communauté de développement de l'Afrique australe ont réaffirmé qu'il fallait lever toutes les formes de sanctions contre le Zimbabwe. Ils ont également réitéré que le Royaume-Uni devrait honorer ces obligations en matière d'indemnisation en matière de réforme agraire et ont invité le Président de l'Afrique du Sud à faciliter un dialogue entre l'opposition et le Gouvernement du Zimbabwe.

La séance est levée à 12 h 55.